

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 29 juin 2016

Objet n° 9 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mme Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, MM. Abdallah Kanfaoui, Quentin van den Hove, Mme Barbara Trachte, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, M. Eric Platteau, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Etienne Noel, Échevin; Mme Laurette Onkelinx, MM. Halis Kökten, Yves Goldstein, Mmes Jamila Sanhayi, Joëlle van Zuylen, Berrin Saglam, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: MM. Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Hasan Koyuncu, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les immeubles laissés à l'abandon ou négligés - Exercices 2016 à 2020 - Renouvellement et modification - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 1 abstention(s). 7 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 27 février 2013 votant le règlement relatif à la taxe sur les immeubles laissés à l'abandon ou négligés pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2017;

Considérant la présence sur le territoire de la commune de Schaerbeek d'immeubles partiellement ou totalement laissés à l'abandon ou négligés ;

Considérant que la présence de ces immeubles est de nature à décourager l'esprit d'initiative des riverains et à engendrer un processus de désintéressement généralisé en matière d'habitat ;

Considérant la nécessité de lutter contre les immeubles négligés ou laissés partiellement ou totalement à l'abandon ;

Considérant la nécessité de lutter contre les marchands de sommeil et de veiller que les immeubles soient conformes aux normes de salubrité et de sécurité, il conviendrait de reprendre au règlement, les mises en demeure de la Direction de l'Inspection Régionale du Logement au même titre que les arrêtés d'inhabitabilité ou d'insalubrité du Bourgmestre d'autant plus qu'il s'agirait dans de nombreux cas des infractions similaires ;

Considérant que cette situation, s'il n'y est pas porté remède, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier ;

Considérant qu'il convient de continuer à enrayer ce processus et d'atteindre le résultat souhaité qui est notamment celui d'amener les propriétaires à exécuter les travaux de remise en état nécessaires ;

Considérant que les modifications visés dans les articles 5 et 6 sont nécessaires pour permettre au propriétaire disposé à effectuer des travaux correctement de ne pas être pénalisé pour le temps supplémentaire qu'il aura besoin ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vu les rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 14 et 21 juin 2016 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, au profit de la Commune, pour les exercices 2016 à 2020, une taxe mensuelle sur les immeubles partiellement ou totalement laissés à l'abandon ou négligés, qu'ils soient situés en bordure d'une voie publique ou sur une parcelle directement attenante à la voie publique.

Sont considérés comme immeubles totalement laissés à l'abandon ou négligés, les immeubles frappés d'un arrêté d'inhabitabilité ou d'insalubrité ou d'un ordre de démolition ou d'une mise en demeure ou d'une interdiction de continuer de proposer à la location, mettre en location, ou de faire occuper le logement, de la Direction de l'Inspection Régionale du Logement, ou les immeubles, qui suivant un constat dressé par un agent communal habilité à cette fin, démontrent des imperfections externes à la façade avant, telles que de la peinture écaillée, des fissures ou des cassures, des joints éclatés, du plâtre détaché, des briques détachées, de la formation de mousse, de la végétation ou des défauts aux éléments de la façade, aux cheminées, aux bow-windows, aux loggias, aux balcons, à la charpente, à la toiture, aux bords du toit, aux corniches, aux vidanges d'eau de pluie, aux soupiraux, aux ouvertures de façade, au vitrage, à la menuiserie externe mais encore les immeubles aux baies vitrées ou fenêtres ouvertes à tout vent permettant l'intrusion de pigeons ou autres volatiles. Cette énumération n'est cependant pas exhaustive.

Sont considérés comme immeubles partiellement laissés à l'abandon ou négligés, ceux dont certains niveaux ou parties répondent à la définition de l'alinéa précédent; ils seront taxés sur la base, à due proportion de la taxe sur les immeubles entièrement laissés à l'abandon ou négligés.

Article 2

Le taux de base pour l'exercice 2016 par mètre courant de façade et par niveau est fixé à 58€ par mois et sera majoré au 1er janvier de l'année suivante de 2,5%. Le résultat est arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous:

| Exercice 2017 | Exercice 2018 | Exercice 2019 | Exercice 2020 |
|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 59€ | 60€ | 62€ | 64€ |

Toutefois, le taux de base sera augmenté de 10% après douze mois consécutifs de délabrement et de 20% après vingt-quatre mois.

Lorsque l'immeuble touche à plus d'une rue, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement à front d'une de ces rues.

Si l'immeuble forme un coin, est pris en considération le plus grand développement en ligne droite augmenté de la moitié du pan coupé ou arrondi.

S'il s'agit d'un immeuble isolé, la longueur prise en considération est la moitié du développement total des façades de l'immeuble mesuré horizontalement à chaque niveau.

Article 3

L'état d'un immeuble tel que décrit à l'article 1 du présent règlement fait l'objet d'un constat établi par un agent de l'administration communale qui est notifié par lettre recommandée, dans les trente jours de son établissement, à la personne dont le nom figure aux documents cadastraux. Suite à cette notification, le contribuable dispose d'un délai de deux mois pour faire valoir ses observations par lettre recommandée. Ce constat valable pour une durée indéterminée vaut jusqu'à preuve du contraire et sert de base aux enrôlements successifs ultérieurs.

Article 4

La taxe est due par le titulaire du droit réel sur l'immeuble, à savoir, soit le propriétaire, soit le possesseur, l'emphytéote, le superficiaire selon le cas.

En cas de nue-propriété, à défaut de paiement de la taxe par l'usufruitier, le nu-propriétaire est tenu de l'acquitter.

En cas de copropriété, la taxe n'est exigée des copropriétaires qu'à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 5

La taxe est due pour la première fois le premier du troisième mois qui suit celui de la notification du constat et reste due jusqu'à la date de cessation de l'état tel que décrit dans ce constat. Ce délai peut être prolongé de 2 mois si des travaux sont intervenus endéans les 5 mois de la notification du constat. La taxe ne sera cependant pas perçue pour le mois au cours duquel le contribuable aura informé par écrit l'administration de la remise en état complète du bien pour autant que ce fait ait été dûment constaté par un agent communal habilité à cette fin.

Il n'est accordé aucune remise ni restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

- la personne qui a acquis l'immeuble en question, pendant l'année qui suit l'acquisition ;
- les immeubles frappés par les dispositions d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente, à moins qu'il y ait des installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et/ou autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par la voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive ;
- pendant les 24 mois qui suivent le mois au cours duquel le sinistre a eu lieu, les immeubles accidentellement sinistrés, à moins qu'il y ait des installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et/ou autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de

signaux et d'échanges d'informations par la voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble en question a déjà fait l'objet de la présente taxe ;

d) pendant les 12 mois qui suivent le début des travaux, l'immeuble qui fait l'objet d'une remise en état conformément aux lois et règlements en vigueur, ayant spécifiquement pour objectif direct de mettre fin à l'état visé à l'article 1, pour autant que les travaux soient poursuivis de façon soutenue et continue. Il appartient au contribuable d'informer l'administration par courrier recommandé de la date de début des travaux et d'étayer cette affirmation par tout élément de preuve, tels que, notamment, un devis signé pour accord valant commande de travaux ou un accusé de réception d'une demande des primes à l'embellissement de façade ou à la rénovation de l'habitat. Cette exonération commence à courir à partir du mois au cours duquel le début des travaux a été valablement acté par l'administration.

e) pendant les 24 mois qui suivent le mois de délivrance de l'accusé de réception, l'immeuble qui a fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme déclarée complète.

f) pendant 24 mois à partir du premier du mois qui suit celui de la notification du constat, l'immeuble négligé qui se situe dans le périmètre d'un contrat de quartier, sauf l'immeuble qui est frappé d'un arrêté du Bourgmestre d'inhabitabilité ou d'insalubrité ou d'une mise en demeure ou d'une interdiction de continuer de proposer à la location, mettre en location, ou de faire occuper le logement, de la Direction de l'Inspection Régionale du Logement ou d'un constat d'abandon avant la mise en oeuvre du contrat de quartier ou si l'état de l'immeuble provoque un danger pour les usagers de la voie publique.

g) pendant les 36 mois qui suivent la signature d'un partenariat de rénovation avec un organisme agréé tel que, notamment, une agence immobilière sociale.

h) l'immeuble dont l'état visé à l'article 1 résulte d'un cas de force majeure.

Article 7

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 8

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les revenus de 1992.

Article 9

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 11

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016 et abroge à cette même date la délibération du 27 février 2013 visée en préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 juin 2016.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 29 juni 2016

Voorwerp nr 9 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, HH. Abdallah Kanfaoui, Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, H. Eric Platteau, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Etienne Noel, Schepen; Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Halis Kökten, Yves Goldstein, Mevr. Jamila Sanhayi, Joëlle van Zuylen, Berrin Saglam, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: HH. Emin Ozkara, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Hasan Koyuncu, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op de verwaarloosde of onverzorgde gebouwen - Dienstjaren 2016 tot 2020 - Hernieuwing en wijziging - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en). 7 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 27 februari 2013 stemmend het reglement betreffende de belasting op de verwaarloosde en onverzorgde gebouwen, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2017;

Overwegende de aanwezigheid van geheel of gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gebouwen op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek;

Overwegende dat de aanwezigheid van deze gebouwen waarschijnlijk tot gevolg heeft om het initiatief van de buurtbewoners te ontmoedigen en het veroorzaken van een algemene onverschilligheid op gebied van wooneigenheid;

Overwegende de noodzaak om de strijd aan te gaan tegen geheel of gedeeltelijk verwaarloosde en onverzorgde gebouwen;

Overwegende de noodzaak om huisjesmelkers te bestrijden en ervoor te zorgen dat de gebouwen voldoen aan de gezondheids- en veiligheidsnormen, daarom is het raadzaam om in het reglement op te nemen, de ingebrekestellingen van de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie op dezelfde wijze dan de besluiten genomen door de burgemeester in verband met een onbewoonbaar- of ongezonderheidsverklaring omdat deze in vele gevallen over gelijkaardige inbreuken gaan;

Overwegende dat deze situatie, wanneer ze niet wordt verholpen, de vernieuwing of restauratie van het onroerend goed vertraagt en bedreigt;

Overwegende deze procedure te behouden om het gewenste resultaat te bereiken, dat in het bijzonder bedoeld is de eigenaars er toe aan te zetten de nodige herstelwerkzaamheden uit te voeren;

Overwegende dat de aanpassingen bedoeld in artikel 5 en 6 noodzakelijk zijn om de bereidwillige eigenaar toe te laten de werken correct uit te voeren zonder te worden gestraft voor de meertijd die hij nodig zou hebben;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juni 2016;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt ten bate van de Gemeente, voor de dienstjaren 2016 tot 2020, een maandelijkse belasting geheven op de geheel of gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gebouwen, voor zover ze gelegen zijn langsheen een openbare weg of op een perceel direct grenzend aan de openbare weg. Worden beschouwd als volledig verwaarloosd of onverzorgd, de gebouwen die het voorwerp uitmaken van een besluit van onbewoonbaar- of ongezondheidsverklaring, of het bevel tot afbraak of de ingebrekestellingen of het verbod tot te huur stellen, het verhuren, of aanzetten tot ingebruikname van de woonegelegenheid, van de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie, of de gebouwen, die ingevolge een verslag opgesteld door een daartoe gemachtigde gemeentebeambte, waarvan uiterlijke gebreken werden vastgesteld aan de voorgevel, zoals afschilferende verf, barsten of breuken, gebarsten voegen, losgekomen pleisterwerk, losgekomen stenen, vorming van mos, van plantengroei of gebreken aan de gevelelementen, aan de schouwen, aan erkers, aan loggia's, aan balkons, aan het daktimmerwerk, aan de dakbedekking, aan de dakranden, aan de kroonlijst, aan de regenwater afvoerlopen, aan de kelderramen, aan de gevelopeningen, aan de beglazing, aan het buitenschrijnwerk maar ook de gebouwen met openstaande vensterdeuren of ramen welke toelaten dat duiven of andere vogels binnendringen; deze opsomming is echter niet limitatief.

Worden beschouwd als gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gebouwen, deze waarvan slechts een aantal verdiepingen of delen van het gebouw beantwoorden aan de bepalingen welke in voorgaande alinea werden beschreven; zij zullen belast worden in evenredigheid op basis van de belasting op de volledig verwaarloosde of onverzorgde gebouwen.

Artikel 2

De aanslagvoet voor het dienstjaar 2016 per strekkende meter gevellengte en per verdieping, wordt gevestigd op 58€ per maand en zal op 1 januari van de volgende jaren worden verhoogd met 2,5%. Het resultaat wordt afgerond naar de dichtstbijzijnde euro volgens onderstaande tabel:

| Dienstjaar 2017 | Dienstjaar 2018 | Dienstjaar 2019 | Dienstjaar 2020 |
|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| 59€ | 60€ | 62€ | 64€ |

Echter, de aanslagvoet zal met 10% worden verhoogd na twaalf opeenvolgende maanden verwaarlozing of onverzorgdheid en met 20% na vierentwintig maanden.

Wanneer het gebouw aan meerdere straten paalt, wordt de belasting berekend, rekening houdend met de grootste gevellengte langs één van deze straten.

Wanneer het gebouw een hoek vormt, wordt de grootste gevellengte in aanmerking genomen, vermeerderd met de helft van de stompe of afgeronde hoek.

Wanneer het een alleenstaand gebouw betreft, wordt de helft der totale gevellengte van het gebouw, horizontaal gemeten op iedere verdieping, in aanmerking genomen.

Artikel 3

De vaststelling van de staat van het gebouw zoals beschreven in artikel 1 van dit reglement, wordt opgemaakt door een gemeentebeambte en binnen de dertig dagen betekend per aangetekend schrijven aan de persoon, waarvan de naam voorkomt in de kadastrale documenten. De belastingplichtige beschikt, vanaf deze betekening, over een termijn van twee maanden om zijn opmerkingen per aangetekend schrijven te laten gelden.

De vaststelling geldig voor onbepaalde duur tot het tegendeel wordt bewezen, zal dienen als basis bij de later volgende inkohierungen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de houder van het werkelijk recht van het gebouw, hetzij de eigenaar, de houder van de erfpacht, de opstalhouder naargelang het geval.

Bij naakte eigendom, en bij gebrek aan betaling door de vruchtgebruiker, is de naakte eigenaar gehouden de belasting te betalen.

Bij mede-eigendom, wordt de belasting van de mede-eigenaars geëist volgens ieders aandeel ieder in deze mede-eigendom.

Artikel 5

De belasting is voor de eerste maal verschuldigd op de eerste dag van de derde maand die volgt op betekening van de vaststelling en blijft van toepassing zolang er geen einde is gesteld aan de staat van de woning zoals vermeld in de vaststelling. Deze termijn kan met 2 maanden worden verlengd wanneer de werken zijn gestart gedurende de periode van 5 maanden vanaf de betekening van de vaststelling. De belasting zal dus niet meer worden geïnd vanaf de maand waarin de belastingplichtige het gemeentebestuur schriftelijk informeert over de totale herstelling van het gebouw en in zoverre dit feit behoorlijk werd vastgesteld door een daartoe aangeduide gemeentebeambte. Geen enkele vermindering of teruggave wordt toegestaan om welke reden ook.

Artikel 6

Zijn vrijgesteld van de belasting:

- a) de persoon die het onbewoond gebouw verwierf, gedurende het jaar dat volgt op de verwerving;
- b) de gebouwen die getroffen worden door een onteigeningsplan dat goedgekeurd werd door de bevoegde overheid, tenzij er zich winstgevende installaties op bevinden zoals aanplakborden, pylonen,

masten, antennes en/of andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatieuitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief.

c) gedurende de 24 maanden volgend op de maand wanneer het onheil heeft plaatsgehad, de gebouwen die door onheil geteisterd werden, tenzij er zich winstgevend installaties op bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en/of andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief. De vrijstelling is niet van toepassing wanneer het gebouw in kwestie reeds voordien werd ingekohierd voor deze belasting.

d) gedurende de 12 maanden volgend op de aanvang van de werken, het gebouw waaraan werken gebeuren overeenkomstig de in voege zijnde wetten en reglementen, die specifiek uitgevoerd worden om een einde te stellen aan de staat bedoeld in artikel 1, voor zover de werken gestaag en blijvend worden voortgezet. De belastingplichtige is er toe gehouden om de administratie per aangetekend schrijven op de hoogte te stellen van de datum van aanvang van de werkzaamheden en deze bewering te staven door middel van enig bewijs, zoals, in het bijzonder, een ondertekende overeenkomst ter waarde van de werken of een ontvangstbewijs van premieaanvraag voor de verfraaiing van gevels of de renovatie van het woonmilieu. Deze vrijstelling gaat in op de maand waarin de start van de werken officieel ter kennis werd gebracht aan de administratie.

e) gedurende de 24 maanden volgend op de maand waarbij een bericht van ontvangst werd afgeleverd, voor het gebouw waarbij het dossier van de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning, volledig wordt verklaard

f) gedurende 24 maanden tellend vanaf de eerste van de maand volgend op de betekening van de vaststelling, voor een onverzorgd gebouw binnen de perimeter van een wijkcontract, behalve wanneer het gebouw is onderworpen aan een besluit van de burgemeester van onbewoonbaar- of ongezondheidsverklaring of aan een ingebrekestelling, van de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie of het verbod tot te huur stellen, het verhuren, of aanzetten tot ingebruikname van de woongelegenheden of aan een vaststelling van verwaarlozing vóór de uitvoering van het wijkcontract of als de staat van het gebouw een gevaar betekent voor de gebruikers van de openbare weg.

g) gedurende 36 maanden na de ondertekening van een renovatiepartnerschap met een erkende organisatie, als zodanig, een sociaal verhuurkantoor.

h) het gebouw waarvan sprake in artikel 1 het gevolg is van overmacht.

Artikel 7

De belastingskohieren worden vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Artikel 8

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn brengen de verschuldigde sommen ten bate van het Gemeentebestuur, een nalatigheidinterest op, berekend volgens de bepalingen van artikel 414 van het Wetboek 1992 van de inkomstenbelasting.

Artikel 9

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 10

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 11

Dit reglement treedt in voege op 1 september 2016 en herroept op die datum het reglement van 27 februari 2013, beoogd in de inleiding.
in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 juni 2016.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter